

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (RC)

L'acheteur exerçant la maîtrise d'ouvrage

Ministère de la Transition Écologique et de la Cohésion des Territoires
Direction Interdépartementale des routes de la Méditerranée

Représentant du Maître d'ouvrage (RMO)

Monsieur le Directeur Interdépartemental des Routes Méditerranée, par arrêté préfectoral du 08 août 2024 portant délégation de signature pour l'exercice des attributions du Représentant du Pouvoir Adjudicateur

Objet de la consultation

Travaux de Protection contre les Chutes de Blocs

Remise des offres

Date et heure limites de réception : 26 novembre 2024 à _22 h 00_ (heure locale de l'adresse du RMO)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

SOMMAIRE

	Pages
ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION.....	4
ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	5
2-1. Définition de la procédure.....	5
2-2. Décomposition en tranches et en lots.....	5
2-3. Nature de l'attributaire.....	5
2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières.....	5
2-5. Variantes.....	6
2-6. Prestations supplémentaires éventuelles.....	6
2-7. Exigences minimales de la négociation.....	6
2-8. Durée du marché et délais d'exécution.....	6
2-9. Modifications de détail au dossier de consultation.....	6
2-10. Délai de validité des offres.....	6
2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense.....	6
2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau.....	6
2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS).....	6
2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain.....	6
2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels.....	7
2-16. Clauses sociales et environnementales.....	7
ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION.....	7
3-1. Solution de base.....	7
3-2. Variantes.....	11
ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES.....	11
4-1. Sélection des candidatures.....	11
4-2. Jugement et classement des offres.....	11
ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE.....	14
5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation.....	15

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique.....	16
ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES.....	17

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Dans tout ce document, le code de la commande publique est désigné par l'abréviation CCP.

ARTICLE PREMIER. OBJET DE LA CONSULTATION

La consultation des prestations de travaux de sécurisation et de confortement rocheux contre les chutes de blocs consécutifs à des éboulements rocheux ou à l'identification de risques jugés sérieux ou imminents pour la sécurité des usagers du réseau routier national (RRN) de la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée (DIRMED).

Ces travaux comprennent aussi bien des ouvrages neufs que des réparations et entretien des dispositifs existants. Les ouvrages neufs pourront être réalisés aussi bien dans le cadre d'une intervention de petite ampleur (par exemple, grillages sur talus routiers, écrans pare-blocs de petite taille) que d'une opération d'ampleur bien plus importante (sécurisation de versants éloignés et d'accès difficile, écrans pare-blocs imposants, etc).

Ces travaux font appel à des techniques alpines et acrobatiques.

Les prestations, objet de la présente consultation relèvent de la catégorie 3 au sens du Code du Travail (loi n° 93-1418 du 31 décembre 1993).

Les travaux auront pour objet de protéger, ou d'intervenir sur les protections déjà existantes, des voies exploitées par la Direction Interdépartementale des Routes Méditerranée dans les département suivants :

- Lot 1 : départements 30, 34 et 48 du District Rhône Cévennes (DRC - RN106 notamment) ;
- Lot 1 : département 13 du District Urbain (DU – RN 296, A7, A51 et A55 notamment) ;
- Lot 2 : départements 04 et 05 du District des Alpes du Sud (DADS - RN85, 202 et 94).

Les travaux pourront avoir lieu à proximité direct des voies exploitées par la DIRMED, ou en être plus éloignés afin de se rapprocher de l'aléa. Des travaux pourront ainsi être effectués à proximité d'autres voies à proximité du RRN (départementales, voies ferrées etc) ou directement sur des versants déportés.

Les prestations feront l'objet d'accords-cadres à bons de commande conformément aux dispositions des articles L.2125-1 1° et R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique (CCP).

L'attention des candidats est attirée sur les dispositions relatives aux interventions urgentes définies à l'article 4-5 du Cahier des Clauses Administratives Particulières.

A titre indicatif et sans aucun engagement de la part du maître d'ouvrage, l'estimation en valeur permettant d'apprécier l'ampleur maximale des commandes sur la période ferme ou sur une période de reconduction (12 mois à chaque fois) est de :

Désignation des lots		Volume maximal sur 12 mois (hors taxes)
Lot 1	District Rhône Cévennes (DRC) et District Urbain (DU)	3 000 000,00 €
Lot 2	District des Alpes du Sud (DADS)	8 000 000,00 €

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2-1. Définition de la procédure

La présente consultation est lancée selon la procédure de **l'appel d'offres ouvert** définie aux articles L.2124-1 et L.2124-2 et R.2124-1 et R.2124-2 du CCP.

2-2. Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

L'opération de travaux est allotie, la consultation porte sur 2 lots désignés ci-après qui seront traités par **marchés à lots séparés** :

Désignation des lots	
Lot 1	District Rhône Cévennes (DRC) et District Urbain (DU)
Lot 2	District des Alpes du Sud (DADS)

2-3. Nature de l'attributaire

Chaque marché passé par lots séparés sera conclu :

- soit avec une entreprise unique ;
- soit avec des entreprises groupées conjointes ou des entreprises groupées solidaires.

Le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du maître d'ouvrage.

Conformément aux articles L.2141-13, L.2141-14 du CCP, lorsque le motif d'exclusion de la procédure de passation concerne un membre d'un groupement d'opérateurs économiques, l'acheteur exige son remplacement par une personne qui ne fait pas l'objet d'un motif d'exclusion dans un délai de dix jours à compter de la réception de cette demande par le mandataire du groupement, sous peine d'exclusion du groupement de la procédure.

Lorsqu'un groupement se trouve dans un des cas visés à l'article R.2142-26 du CCP, le maître d'ouvrage peut l'autoriser à continuer la procédure. Dans ce cas, le groupement propose dans les dix jours à l'acceptation du maître d'ouvrage un ou plusieurs nouveaux membres du groupement ou sous-traitants.

2-4. Compléments à apporter au cahier des clauses techniques particulières

Les candidats n'ont pas à apporter de complément au Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

2-5. Variantes

Les candidats doivent répondre à la solution de base.

Les variantes à l'initiative du candidat ne sont pas autorisées.

2-6. Prestations supplémentaires éventuelles

Sans objet.

2-7. Exigences minimales de la négociation

Sans objet.

2-8. Durée du marché et délais d'exécution

Les règles concernant la durée du marché et les délais d'exécution des bons de commandes sont fixées dans l'acte d'engagement.

2-9. Modifications de détail au dossier de consultation

Le RMO se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation. Celles-ci doivent être communiquées au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la remise des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié.

Si, pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite fixée pour la remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2-10. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 180 jours; il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

2-11. Dispositions relatives aux prestations intéressant la Défense

Sans objet.

2-12. Garantie particulière pour matériaux de type nouveau

Sans objet.

2-13. Sécurité et Protection de la Santé des travailleurs sur le chantier (SPS)

Les mesures particulières concernant la sécurité et la protection de la santé seront précisées, s'il y a lieu, à l'occasion de chaque commande.

L'/les entreprise(s) retenue(s) et ses/leurs sou-traitants éventuels seront tenus notamment de remettre au coordonnateur SPS un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé.

2-14. Mesures particulières concernant la propreté en site urbain

Aucune stipulation particulière.

2-15. Appréciation des équivalences dans les normes et les labels

La norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Lorsqu'une spécification technique est définie par référence à une norme ou à un label, le soumissionnaire prouve dans son offre, par tout moyen approprié, que les solutions qu'il propose respectent de manière équivalente cette spécification.

Lorsqu'une spécification technique est définie en termes de performances ou d'exigences fonctionnelles, le soumissionnaire prouve, par tout moyen approprié, que son offre est conforme à des normes ou documents équivalents qui eux-mêmes correspondent aux performances ou exigences fonctionnelles exigées.

2-16. Clauses sociales et environnementales

S'agissant de la clause obligatoire d'insertion par l'activité économique

Sans objet.

S'agissant de la clause environnementale

Les conditions d'exécution des marchés comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable en conciliant développement économique, protection et mise en valeur de l'environnement et progrès social.

Ces conditions sont les suivantes :

- Établissement d'un Schéma Organisationnel du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE) global dans le cadre du marché ;
- Établissement dans le cadre de chaque bon de commande d'un Plan de Respect de l'Environnement (PRE) spécifique au chantier, basé sur ce SOPRE ainsi que le respect des arrêtés préfectoraux d'autorisation ou de dérogation à l'interdiction de destruction, de perturbation et d'altération d'habitats d'espèces animales et/ou végétales protégées.

ARTICLE 3. DÉROULEMENT DE LA CONSULTATION

Le retrait du dossier de consultation se fait par téléchargement sur le profil d'acheteur.

Les candidatures et les offres des candidats seront entièrement rédigées ou traduites en langue française ainsi que les documents de présentation associés. Cette obligation porte également sur tous les documents techniques justifiant de la conformité d'un produit à une norme ou d'une marque de qualité non française dont l'équivalence est soumise à l'appréciation du maître d'ouvrage. Toutefois ce dernier se réserve le droit de se faire communiquer ces documents techniques dans leur langue d'origine.

Il est rappelé que le ou les signataires doivent être habilités à engager le candidat.

3-1. Solution de base

3-1.1. Documents fournis aux candidats

Le présent dossier de consultation est constitué par :

- L'avis de marché envoyé à la publication ;

- Le présent règlement ;
- Les pièces du projet de marché, énumérées à l'article 3-1.2 ci-après, à compléter ;
- Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) ;
- Le détail estimatif témoin, pièce non contractuelle destinée au jugement de l'offre.

3-1.2. Composition du dossier à remettre par les candidats

Le dossier à remettre par chaque candidat **concernant le lot** pour lequel il remet une offre comprendra les pièces suivantes :

dans un sous dossier :

Situation juridique - références requises :

Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant soit le DUME rédigé en français, soit les formulaires DC1 et DC2 téléchargeables sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> en précisant :

- * La forme juridique du candidat ;
- * En cas de groupement, sa nature et le nom du mandataire ;
- * Les pouvoirs de la personne habilitée pour engager le candidat y compris, en cas de groupement, le cas échéant, les habilitations nécessaires pour représenter les entreprises au stade de la passation du marché
- * Les candidats entrant dans le cas des interdictions de soumissionner prévues aux articles L.2141-1 à L.2141-11 du CCP seront exclus.

Capacité économique et financière - références requises :

Si le candidat utilise le DUME : Les documents et renseignements mentionnés à l'article R.2143-4 du CCP en complétant le DUME rédigé en français avec :

- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices (partie IV B 1a)
- le chiffre d'affaires annuel des 3 derniers exercices dans le domaine d'activités couvert par le marché (partie IV B 2a)
- le montant couvert par l'assurance contre les risques professionnels (partie IV B 5)
- une déclaration appropriée de banque (partie IV B 6)

Si le candidat n'utilise pas le DUME :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du marché, réalisés au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
- Une déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels par attestation conforme à l'article A 243-2 et suivants du code des assurances.

Le candidat peut prouver sa capacité par tout autre document considéré comme équivalent par le maître d'ouvrage.

L'acheteur exige la fourniture des documents demandés même s'ils ont déjà été transmis lors d'une précédente consultation.

Les candidats souhaitant soumissionner sur plusieurs lots, pourront ne fournir qu'un seul sous-dossier contenant l'ensemble des éléments requis pour ces lots.

dans un autre sous dossier :

- **Un projet de marché** comprenant les documents contractuels suivants :

- L'acte d'engagement : cadre ci-joint à compléter, par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'entreprise ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, le candidat joindra l'annexe relative à la répartition et la valorisation des prestations entre les cotraitants ;

En cas de recours à la sous-traitance, conformément aux articles L.2193-4, L.2193-5 et R.2193-1 du CCP, le candidat doit compléter cet acte d'engagement en l'accompagnant de formulaires DC4 complétés à raison d'un par sous-traitant. Ce formulaire est téléchargeable sur le site <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>. Pour chacun des sous-traitants, le candidat devra également joindre les renseignements exigés par l'article R.2193-1 du CCP.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que s'ils veulent renoncer au bénéfice de l'avance prévue à l'article 5-2 du CCAP, ils doivent le préciser à l'article 4 de l'acte d'engagement.

- Le bordereau des prix : cadre ci-joint à compléter sans modification ;

Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre du bordereau des prix.

- Une décomposition de l'ensemble des prix forfaitaires de la série 1.

Toute décomposition de prix forfaitaire demandée ci-dessus sera présentée de manière détaillée comprenant, pour chaque nature d'ouvrage ou chaque élément d'ouvrage, la quantité à exécuter prévue par le candidat et le prix de l'unité correspondant, limité aux déboursés ou frais directs; il sera, en outre, précisé quel est, pour les prix d'unité en question, le pourcentage des frais généraux et impôts et taxes autres que la TVA, ainsi que la marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- Un sous-détail des prix unitaires n° : 3-1, 3-3-2, 3-6-1 à 3-6-4, 37-1 à 3-7-4, 5-1-1, 5-2-4, 6-1, 7-1, 7-5, 8-1-1, 8-5, 8-6-1, 9-2, 9-3, 10-2, 10-7.

Tout sous-détail d'un prix unitaire demandé ci-dessus donnera le contenu du prix en distinguant :

Les déboursés ou frais directs ;

Les frais généraux, impôts et taxes autres que la TVA exprimés par des pourcentages des déboursés définis ci-dessus ;

La marge pour risques et bénéfice exprimée par un pourcentage de l'ensemble des deux postes précédents.

- **Le Schéma d'Organisation du Plan de Respect de l'Environnement (SOPRE)**, cadre en annexe à compléter servant de support pour l'établissement et la mise en oeuvre du plan de respect de l'environnement (PRE). Le SOPRE deviendra contractuel à la signature du marché ;

Cette notice comprendra :

- l'organisation et le personnel en charge de l'application du PRE. ;

- les dispositifs prévus pour maîtriser et réduire les impacts environnementaux ;
 - les travaux concernés par des dispositions spécifiques relatives à l'environnement, avec mention des nuisances et risques potentiels ;
 - les méthodes de tri des déchets ;
 - les exutoires prévus pour l'évacuation des déchets ;
 - les moyens de contrôle, de suivi et de traçabilité mis en œuvre ;
 - l'organisation prévue pour respecter les prescriptions des arrêtés environnementaux.
- **Le Schéma Organisationnel du Plan d'Assurance de la Qualité (SOPAQ).** Ce SOPAQ devra clairement mettre en évidence la désignation des parties concernées par l'opération et l'organisation retenue par le candidat ou le groupement, les principales dispositions que le soumissionnaire prévoit en matière d'organisation générale du projet, de maîtrise de la planification de la réalisation, de maîtrise des études d'exécution, de maîtrise des fournitures et sous-traitances, de maîtrise des processus d'exécution, d'organisation des contrôles et de maîtrise de la documentation. Il comprendra la liste des procédures et méthodes d'exécution qui seront à fournir en période préparatoire, les dispositions pour la gestion des points critiques et des points d'arrêt, l'organisation détaillée du contrôle intérieur du groupement en distinguant l'organisation du contrôle interne et l'organisation du contrôle externe, notamment les qualifications du laboratoire chargé des différents essais prévus au CCTP. Il comprend l'engagement du soumissionnaire sur la mise en œuvre des dispositions définies au sein du SOPAQ.

En cas de groupement, le SOPAQ sera l'objet d'un unique document, commun à l'ensemble du groupement. Le SOPAQ deviendra contractuel à la signature du marché.

- Les documents explicatifs

Au projet de marché sera joint le mémoire justificatif et explicatif comportant le/les document(s) suivant(s) :

- **Un mémoire technique** destiné au jugement de l'offre comprenant l'ensemble des éléments détaillés ci-dessous pour la notation de la valeur technique.

- Les pièces non contractuelles destinées au jugement de l'offre :

- Le détail estimatif : cadres ci-joints à compléter sans modification ;
- Dans le cas d'un **groupement conjoint**, les candidats devront préciser dans l'annexe à l'acte d'engagement la répartition des postes techniques par cotraitant ainsi qu'une ventilation valorisée pour chacun d'eux. Pour cela, ils devront s'inspirer du cadre de détail estimatif.

3-1.3. Fourniture d'échantillons, de maquettes ou de prototypes

Sans objet.

3-1.4. Documents à fournir par le candidat susceptible d'être retenu

Pour l'application des articles L.2141-1 à L.2141-14 du CCP le candidat susceptible d'être retenu devra fournir :

- Une déclaration sur l'honneur attestant que le candidat ne se trouve pas dans un cas d'interdictions visées aux articles L.2141-1 et L.2141-4 du CCP
- Les certificats fiscaux et sociaux
- Les pièces prévues aux articles R. 1263-12 (copie de la déclaration de détachement de travailleurs), D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 (attestation sociale ou

documents relatifs aux contractants étrangers ou liste nominative des salariés étrangers) du code du travail

- Le numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1o de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion

ou les documents équivalents ou déclaration en cas de candidats étrangers, traduits en français.

- L'acte d'engagement constituant le marché daté et signé électroniquement conformément à l'article 5-1 du présent RC par le(s) représentant(s) habilité(s) de l'/des entreprise(s)

En sus, les attestations d'assurance visées à l'article 1-6.3 du CCAP seront remises avant la notification du marché.

3-2. Variantes

Sans objet.

ARTICLE 4. SÉLECTION DES CANDIDATURES - JUGEMENT ET CLASSEMENT DES OFFRES

Le maître d'ouvrage commencera par examiner les offres, seule la candidature du soumissionnaire susceptible d'être retenu sera analysée.

4-1. Sélection des candidatures

Seuls seront ouverts les plis qui ont été reçus au plus tard à la date et l'heure limites de remise des offres.

Au vu des seuls renseignements relatifs aux candidatures, celles qui ne peuvent être admises en application des dispositions des articles R.2144-1 à R.2144-7 du CCP sont éliminées par le RMO.

En cas de candidatures incomplètes, le maître d'ouvrage demandera aux candidats concernés de compléter celles-ci.

4-2. Jugement et classement des offres

Les offres anormalement basses sont définies à l'article L.2152-5 du CCP. Elles seront traitées conformément aux articles R.2152-3 à R.2152-5 du CCP.

Les offres inappropriées, inacceptables et irrégulières sont définies aux articles L.2152-1 et L.2152-4 du CCP.

Après examen, les offres inappropriées seront éliminées conformément à l'article R.2152-1 du CCP.

Après examen, les offres inacceptables seront éliminées. Les offres irrégulières seront éliminées ou régularisées conformément aux articles R.2152-1 à R.2152-2 du CCP.

Le RMO examinera l'offre de base des soumissionnaires pour établir un classement unique.

Après classement par ordre décroissant des offres **de chaque lot** conformément aux critères pondérés définis ci-après, l'offre économiquement la plus avantageuse est choisie par le RMO.

Critère d'attribution	Pondération
La valeur technique des prestations, appréciée au vu du contenu des éléments demandés à l'article 3-1.2 du règlement de consultation.	40 %
Le critère prix sera apprécié au vu du détail estimatif fourni à titre indicatif par le maître de l'ouvrage et valorisé par le candidat.	60 %

Critère 1 : Notation Valeur Technique (NVT)

Le critère de la valeur technique sera noté sur 100 points en se basant sur les sous-critères suivants :

<u>Sous critères</u>	<u>Notation</u>
<p><u>Sous-critère n°1 : moyens de réalisation des travaux</u> Les éléments suivants seront appréciés afin d'évaluer les moyens de production qui seront mis en œuvre par l'entreprise :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. La liste et la qualification du personnel intervenant en chantier et en études (CV, expériences en travaux et en études liés aux aléas rocheux, habilitations de cordiste, etc). La capacité à effectuer des travaux d'accès difficile sur cordes devra être particulièrement démontrée, notamment en fournissant l'intégralité des certificats détenus par le personnel (CQP, CATC ou équivalents) ou par l'entreprise elle même (Qualibat 1452 ou équivalent) et en détaillant l'organisation et les procédures prévues pour s'assurer de la sûreté des pratiques – 5 points ; 2. la liste des matériels détenus en propre par l'entreprise (véhicules, pelles mécaniques, machines de forage, tubages et têtes de forage, compresseurs, etc). En cas de recours important à la location, l'emplacement et le parc des locatiers seront précisés – 4 points ; 3. Les moyens mis en œuvre pour l'astreinte et les interventions d'urgence – 6 points ; 4. Deux exemples de chantiers remarquables réalisés dans les trois dernières années, permettant d'apprécier la capacité de l'entreprise à réaliser des opérations de travaux d'envergure, que ce soit en terme de réactivité, de difficultés d'accès ou de l'ampleur des réalisations – 5 points. 	20 points
<p><u>Sous-critères n°2 : qualité de la production d'études</u> Les éléments suivants seront appréciés afin d'évaluer les moyens mis en œuvre par l'entreprise pour maîtriser le niveau de qualité de la production d'études d'exécution :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les parties du SOPAQ détaillant les procédures de prise de commande, de suivi et de traçabilité des productions, ainsi que les contrôles internes et externes mis en œuvre dans le cadre de la réalisation d'études G3 – 5 points ; 2. Les procédures mises en œuvre pour réaliser une mission G3. Les logiciels de calcul de confortement et de trajectographies employés seront notamment précisés. Les points d'arrêt envisagés seront explicitement définis – 7 points ; 3. L'entreprise devra notamment détailler les moyens mis en oeuvre dans le cas de la réalisation d'une G3 sur la base d'une G2 PRO réalisée avec des logiciels de simulation différents de ceux détenus par l'entreprise – 3 points ; 4. Deux exemples de rapports d'études G3 réalisées dans les trois dernières années seront fournis, permettant d'apprécier la capacité de l'entreprise à produire des études d'exécution de qualité satisfaisante – 5 points. 	20 points
<p><u>Sous-critère n°3 : qualité de réalisation des travaux</u> Les éléments suivants seront appréciés afin d'évaluer la capacité de l'entreprise à maîtriser le niveau de qualité de ses réalisation en travaux :</p> <ol style="list-style-type: none"> 1. Les parties du SOPAQ détaillant les contrôles internes et externes lors des différentes phases de réalisation des boulons. Les différents types d'essais et leur fréquence de réalisation seront détaillés. Les points d'arrêt envisagés seront explicitement définis. Le modèle proposé pour les fiches d'adaptation et les fiches de non conformité sera joint – 15 points ; 2. Les parties du SOPRE détaillant les mesures mises en œuvre pour éviter et réduire au maximum les impacts des travaux sur l'environnement. Des exemples 	60 points

<p>concrets de dispositifs seront joints, accompagnés de photos. Au moins un exemple sera dédié à une mesure dédiée aux chiroptères, et au autre à la protection de la flore. Les mesures proposées vis-à-vis des phases de débroussaillage/élagage/abattage et d'injection seront particulièrement étudiées dans le cadre de ce sous-critère – 15 points ;</p> <p>3. les procédures d'exécution pour la réalisation de boulons (forage et injection, en dissociant les 4 cas suivants : cas général / tubage provisoire / tubage perdu / chemisage), du minage, d'un écran pare-bloc 1000 kJ (avec la FTP associée) – 20 points ;</p> <p>4. une procédure détaillant les mesures envisagées par l'entreprise afin d'éviter des consommations de coulis trop importantes, que ce soit en amont des travaux ou pendant, lorsque la surconsommation est avérée – 5 points.</p>	
TOTAL NVT	100 points

Application du principe de redressement des notes de la valeur technique :

Les notes techniques sont obtenues en deux temps :

1. Pour chaque sous-critère, l'offre obtenant la meilleure note se voit alors attribuer la note maximale. La note définitive des offres de chacun des autres candidats sur ce sous-critère sera obtenue en multipliant leur note intermédiaire par un coefficient $R1 = \{ \text{note maximale} / \text{note intermédiaire de l'offre classée première} \}$.

L'échelle de notation des sous-critères est fixée comme suit :

- 0 % de la note maximale est attribuée à une offre comportant peu d'informations utiles au jugement sans pouvoir être déclarée irrégulière ;
- 25 % de la note maximale est attribuée a une réponse insuffisante, c'est-à-dire une offre qui répond de manière succincte ou partielle au cahier des charges et/ou présente des incohérences significatives ;
- 50 % de la note maximale est attribuée a une réponse suffisante ou satisfaisante, c'est-à-dire à une offre qui répond de façon moyenne à la plupart des éléments du cahier des charges et/ou présente des incohérences mineures ;
- 75 % de la note maximale est attribuée a une réponse très satisfaisante, c'est-à-dire à une offre qui répond de manière complète à la majorité des éléments du cahier des charges ;
- 100 % de la note maximale est attribuée à une réponse excellente, c'est-à-dire une offre qui répond de manière très complète au cahier des charges.

2. Pour chaque offre, les notes des sous-critères sont additionnées pour obtenir une note intermédiaire. L'offre qui obtient la meilleure note se voit attribuer la note définitive (NVT) de 100. Les autres offres obtiennent leur note définitive (NVT) en multipliant leur note intermédiaire par le coefficient $R2 = \{ 100 / \text{note intermédiaire de l'offre classée première} \}$.

Critère 2 : Notation Prix des prestations (NP)

Le critère prix sera noté sur 100 points, sera apprécié au vu du document financier fourni à titre indicatif par le pouvoir adjudicateur et valorisé par le candidat.

La note maximale de 100 sera affectée au prix le plus bas, puis les notes des candidats suivants seront déterminés par la formule suivante :

$$NP = 100 \times (\text{montant la moins-disante} / \text{montant de l'offre du candidat})$$

Note globale N (notée sur 100)

La note globale N du candidat est égale à la somme des notes pondérées obtenues pour chacun des trois critères :

$$N = 0,60 * NP + 0,40 * NVT$$

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant de la liste des prix sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans cette liste des prix seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié de la liste des prix qui sera pris en compte.

En cas de discordance constatée dans le document financier, les indications portées sur la liste des prix, prévaudront sur toute autre indication de l'offre et le montant du document financier sera rectifié en conséquence. Les erreurs de multiplication ou d'addition qui seraient constatées dans ce document financier seront également rectifiées et, pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié qui sera pris en compte.

Dans le cas où des erreurs de multiplication ou d'addition seraient constatées dans la décomposition d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, le montant de ce prix ne sera pas rectifié pour le jugement de la consultation.

Toutefois, si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant, en cas de refus son offre sera éliminée comme non cohérente.

Lors de l'examen des offres, le RMO se réservera la possibilité de se faire communiquer les décompositions ou sous-détails des prix, ayant servi à l'élaboration des prix, qu'il estimera nécessaires.

Si le candidat pressenti ne fournit pas les certificats, attestations ou déclarations mentionnés aux articles R.2143-6 à R.2143-10 du CCP son offre sera rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat sera prononcée par le RMO qui présentera la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Le RMO pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure. Les candidats en seront informés.

ARTICLE 5. CONDITIONS D'ENVOI OU DE REMISE DE L'OFFRE

Les offres seront établies en euros et transmises en une seule fois.

Les offres seront remises obligatoirement par voie électronique.

5-1. Offre remise par échange électronique sur la plate-forme de dématérialisation

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le pouvoir adjudicateur ne feront pas l'objet d'une réparation. La trace de malveillance sera conservée. Le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même candidat, seule est ouverte la dernière offre reçue, par voie électronique, par le maître d'ouvrage dans le délai fixé pour la remise des offres.

Les candidats appliquent le même mode de transmission à l'ensemble des documents qu'ils adressent au maître d'ouvrage.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation (<http://www.marches-publics.gouv.fr>), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation.

La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique mentionnée au sein de l'Avis d'Appel Public à la Concurrence (AAPC).

En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement ;
- La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre ;
- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs ;
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques ;
- Seuls les formats de fichiers informatiques de types pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, xxi, sxd, odt, ods, odp, odg seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites ;
- Les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

Lors de la première utilisation de la plate-forme de dématérialisation ([<http://www.marches-publics.gouv.fr>]), le candidat installera les pré-requis techniques et prendra connaissance du manuel d'utilisation. La remise d'une offre par voie électronique se fera sur la plate-forme de dématérialisation sous la référence publique indiquée dans l'Avis d'Appel Public à la Concurrence à la rubrique "Conditions de remise des offres ou des candidatures". En outre, cette transmission le sera selon les modalités suivantes :

- L'offre devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement. La durée de la transmission de l'offre est fonction du débit de l'accès Internet du candidat et de la taille des documents à transmettre, il est invité à s'assurer que tous les documents sont utiles à la compréhension de son offre.

- Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limites fixées ci-dessus ne seront pas retenus, ils ne seront pas renvoyés à leurs auteurs.
- Les documents à fournir, conformément à l'article 3-1.2 ci-dessus, devront l'être sous forme de fichiers informatiques. Seuls les formats de fichiers informatiques de types [pdf, dxf, ppt, doc, xls, sxw, sxc, odc, odp, odt] seront acceptés, ils ne doivent pas comporter de macros et peuvent être compressés dans des fichiers d'archives au format Zip. Leurs noms devront être suffisamment explicites. Les documents pour lesquels une signature est requise, seront revêtus d'un certificat de signature électronique conformes au référentiel intersectoriel de sécurité et référencées sur une liste établie par le ministre chargé de la réforme de l'État. Ceux-ci seront signés électroniquement selon les dispositions de la plate-forme.

Les candidatures ou les offres dans lesquelles un programme informatique malveillant serait détecté par le maître d'ouvrage ne feront pas l'objet d'une réparation, le cas échéant, la copie de sauvegarde sera ouverte.

5-2. Copie de sauvegarde sur support papier ou sur support physique électronique

5-2-1 Remise de la copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde prévue à l'article R.2132-11 du CCP, dans les délais impartis pour la remise des candidatures ou des offres.

La copie de sauvegarde transmise à l'acheteur sur support papier ou sur support physique électronique doit être placée dans un pli comportant la mention lisible «copie de sauvegarde».

La copie de sauvegarde sera transmise sous pli cacheté :

L'enveloppe portera l'adresse et mentions suivantes :

DIRMED/SG/ILCP : 16 rue Antoine Zattara 13331 Marseille
 Copie de sauvegarde pour : Opération de Protection contre les Chutes de Blocs
 Lot n° :
 Nom du candidat ou des membres du groupement candidat^(*) :
« NE PAS OUVRIR »

^(*) En cas de groupement, l'identité du mandataire sera précisée.

Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées dans la page de garde du présent règlement.

Dans l'hypothèse d'un envoi sur support physique électronique (CD-Rom formaté "Joliet"), les documents pour lesquels une signature est requise sont signés électroniquement selon les modalités de l'annexe n°12 du CCP. Un zip signé ne vaut pas signature des documents qu'il contient. En cas de fichier zippé, chaque document pour lequel une signature est requise doit être signé séparément et ne doit pas être verrouillé.

5-2-2 Modalités d'ouverture de la copie de sauvegarde

La copie de sauvegarde sera ouverte, sous réserve qu'elle soit remise dans les conditions de précisées à l'art 5-2-1 :

- lorsqu'un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou offres remises par voie électronique ;
- lorsqu'une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLÉMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements d'ordre administratif et technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite en utilisant les fonctionnalités de la plate-forme de dématérialisation ([\[http://www.marches-publics.gouv.fr\]](http://www.marches-publics.gouv.fr)) sous la référence précisée au 5-1.

Une réponse sera alors adressée en temps utile par l'intermédiaire de cette plate-forme à tous les candidats ayant retiré ou reçu le dossier, au plus tard 10 jours avant la date limite de remise des offres.

**ANNEXE N°1 AU RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION
- CADRE VIERGE DU SOPRE -**

**SCHÉMA ORGANISATIONNEL
DU
PLAN DE RESPECT DE L'ENVIRONNEMENT
(S.O.P.R.E.)**

<i>Lot</i>	
N° :	<div style="border: 1px solid black; width: 50px; height: 15px; display: inline-block;"></div> : <div style="border: 1px solid black; width: 580px; height: 15px; display: inline-block;"></div>

CADRE TYPE

ENTREPRISE :

ADRESSE :

Référence du Marché :

Date :

1. DESCRIPTION SOMMAIRE DES TRAVAUX ET DU CONTEXTE ENVIRONNEMENTAL

2. ORGANISATION QUALITÉ ENVIRONNEMENTALE

Nom du responsable environnement ;
Organigramme.

3. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DES EAUX

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

4. PROTECTION CONTRE LA POLLUTION DE L'AIR

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

5. PROTECTION DU MILIEU NATUREL (FAUNE, FLORE)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

6. PROTECTION CONTRE LES AUTRES NUISANCES (BRUIT, VIBRATIONS, ...)

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

7. TRAITEMENT DES DÉCHETS DE CHANTIER

Mode opératoire par catégorie de déchets ;
Lieux de stockage, de valorisation ou d'évacuation envisagés.

8. PROPRETÉ DES VOIES UTILISÉES DANS LE CADRE DU CHANTIER

Liste des mesures envisagées pour le chantier (pour éviter, réduire, compenser).

NB :

Une attention particulière sera portée sur le respect, par le candidat, de la structure de SOPRE proposée ci-dessus ainsi que sur la clarté des informations y figurant.